

SAUVONS LA TOPO A LA DGFIP



Le précédent exercice fut riche en rebondissements. Intégration de l'ensemble des BNIC au SDNC avec un éventail de missions et de compétences requises qui excédaient parfois ce qui avait été initialement présenté.

Les nouvelles directives du directeur général sur la priorisation des missions fiscales pour les géomètres des différents CDIF et PTGC accentuaient l'importance des BNIC

[Une section locale proche de tous les agents](#)

Malgré l'éloignement géographique Solidaires Finances Publiques s'est déjà déplacé dans les antennes de Caen et Toulouse

Solidaires Finances Publiques est également intervenu dans le cadre du futur déménagement de l'antenne de Lyon

Solidaires Finances Publiques continuera de se rendre autant que possible dans les différentes antennes situées sur le territoire et de défendre les intérêts des agents dans les instances locales (CT), départementales (CHSCT) ou nationales.

L'incertitude grandissante concernant l'avenir des missions topographiques au sein de la DGFIP sera notre préoccupation majeure dans un avenir proche.

[Et impliquée dans les luttes nationales](#)

Solidaires Finances Publiques a exprimé, devant la députée Valéria Faure-Muntian en charge d'une mission concernant les données géographiques souveraines, l'intérêt impérieux pour l'État de ne pas dissocier la topographie et la fiscalité dans deux établissements distincts. Notre organisation a également fourni un [rapport détaillé](#) disponible en ligne sur notre site internet afin de défendre la mission topographique au sein de la DGFIP. Nous n'avons obtenu qu'un sursis, avec une recommandation par cette députée d'étudier les conséquences d'un transfert de la mission cadastrale concernant la fiscalité locale.

Ce rapport suit très étonnamment les mêmes conclusions que le rapport de la Cour des Comptes sur la DGFIP qui préconisait le transfert de la topographie à l'IGN.

Notre organisation ne cesse de réitérer ses inquiétudes à la direction du SDNC. Elle les a également portées devant Bruno Parent lors de sa visite au SDNC. S'il a reconnu l'utilité de maintenir le cadastre à la DGFIP, notamment dans le cadre des expérimentations menées au SDNC avec le recoupement informatique des bases topographiques et des données littérales contenus dans MAJIC et LASCOT, il n'a pu garantir son maintien dans le giron de notre administration.

Face à une volonté politique de réduction des effectifs et ainsi de suppression des missions, **Solidaires Finances Publiques continuera de dénoncer et d'agir par tous les moyens nécessaires** face à une mesure qui impacterait l'ensemble des personnels cadastraux de la DGFIP et nuirait à l'efficacité des missions liées à la fiscalité locale.

La lutte continue, Nous ne lâcherons rien !!!!

Contact : solidairesfinancespubliques.sdnc@dgfip.finances.gouv.fr